

Activités présidentielles

Un émissaire tchadien au Palais !

J.O
Libreville/Gabon

Il s'agit du ministre des Équipements agricoles, Assaid Gamar Silek, porteur d'un message du président Idriss Deby Itno à son homologue gabonais. Objet: la participation du chef de l'Etat au sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) prévu à N'Djamena le 31 octobre prochain.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, a reçu en audience, samedi dernier, le ministre tchadien des Équipements agricoles, M. Assaid Gamar Silek. Ce dernier était porteur d'un message du président de la République du Tchad, Idriss Deby Itno. Un message dont le contenu avait un rapport avec la participation du Gabon au sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) prévu à

N'Djamena le 31 octobre prochain. Ainsi, le membre du gouvernement tchadien a informé son hôte que le sommet à venir sera consacré à l'intégration économique de la région. Les sujets qui y seront traités porteront notamment sur des questions relatives à la libre circulation des biens et des personnes au sein de l'espace Cémac. Plusieurs points d'ordre financier concernant l'espace communautaire seront également à



Le ministre tchadien remettant le message du président Deby à son homologue gabonais.

l'ordre du jour. Tout comme la question des institutions spécialisées de la Cémac. A ce sujet, M. Assaid Gamar Silek a précisé que le sommet procédera à la mise en place des nouveaux responsables des institutions communautaires. A noter que parmi ces responsables, figure l'ancien Premier ministre, Daniel Ona Ondo, désigné à la présidence de la Commission de la Cémac.

Réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de la CEEAC

Encore des efforts à accomplir au sujet de la RCA



Les officiels en ouverture des travaux.



Vue partielle des ministres présents.

SM
Libreville/Gabon

LES ministres des Affaires étrangères et des Relations extérieures des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) étaient en réunion extraordinaire, samedi dernier à Libreville, pour traiter de la situation politique, sécuritaire et humanitaire en République centrafricaine. Les travaux étaient présidés par le ministre gabonais des Af-

fares étrangères, Noël Nelson Messone, en sa qualité de président du Conseil des ministres de la CEEAC. Au regard des rapports lus par le secrétaire général de ladite organisation sous-régionale, Ahmad Allami, et le ministre centrafricain des Affaires étrangères, y compris les communications faites par les partenaires invités (l'Onu, UA, UE, la France et les USA), il ressort, notamment sur le plan politique, que la situation évolue positivement. Fort de cela, ces ministres ont encouragé les plus hautes autori-

tés de ce pays à accélérer l'extension de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire. Reste que sur la situation sécuritaire, l'ensemble des ministres ont exprimé leur préoccupation quant à la recrudescence des affrontements entre les groupes armés et leurs attaques contre les populations civiles et les forces internationales. Ainsi, tout en saluant le projet pilote "DDR" et les efforts consentis par le gouvernement centrafricain dans la restructuration du secteur de sécurité, les ministres

ont encouragé le gouvernement et les groupes armés à entreprendre et à accélérer le dialogue politique dans le cadre de l'Initiative africaine. Tout comme ils ont lancé un appel aux leaders politiques et sociaux centrafricains afin de taire leurs divergences et de se concentrer sur la pacification et la consolidation de la paix. De même, en évoquant l'aspect humanitaire, la réunion des ministres n'a pas manqué de noter que les besoins demeurent toujours immenses. Ceci, du

fait de l'insécurité et des violences récurrentes qui contraignent des milliers de personnes à se déplacer à travers le pays. Entraînant ainsi des vagues de réfugiés dans les pays limitrophes. Dans tous les cas, les ministres se sont félicités de plusieurs actions et autres initiatives allant dans le sens de la restauration de la paix et de l'Etat de droit dans ce pays frère. Entre autres, les conclusions du Sommet des chefs d'Etat de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). La-

quelle s'est tenue à Brazzaville le 19 octobre dernier, et qui a apporté son soutien à l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. Soulignons par ailleurs que les travaux de cette rencontre se sont refermés sur un appel aux Etats membres de la CEEAC de s'acquitter, dans les meilleurs délais, de leurs contributions financières au budget général de ladite institution, en vue de permettre au secrétariat général de mener à bien toutes les initiatives communautaires.

PDG/Après la déclaration du 5e vice-président du Sénat

"L'illustration du manque de maturité et de crédibilité des opposants radicaux"

J.K.M
Libreville/Gabon

DANS une communication rendue publique, samedi dernier, le Parti démocratique gabonais (PDG), par l'entremise de son secrétaire général adjoint 2, Fidèle Angoue Mba, s'est dit "surpris et indigné" par les propos tenus, récemment, sur une chaîne de télévision française, par le 5e vice-président du Sénat, Jean-Christophe Owono Nguema, appelant "le peuple souverain gabonais à une insurrection en bloquant les institutions

constitutionnelles et en semant le chaos, tout en plaçant sous tutorat français le Gabon". Fidèle Angoue Mba : "Ce message d'une gravité inacceptable par l'indécence des propos tenus par un des leaders de l'opposition radicale est l'illustration du manque de maturité et de crédibilité de ces opposants radicaux qui ne peuvent représenter une quelconque alternative". L'indignation du PDG est d'autant plus grande que, a-t-il poursuivi, "le Gabon est un Etat souverain depuis le 17 août 1960. Et depuis lors, ses différents dirigeants ont posé les ja-

lons d'une République solide, prête à s'assumer dans le concert des Nations". Et d'ajouter : "Depuis son accession à la magistrature suprême, Ali Bongo Ondimba s'est inscrit résolument dans la philosophie de ses illustres prédécesseurs en s'appuyant fondamentalement sur le triptyque paix, partage et développement. Les recommandations du Dialogue politique initié par le chef de l'Etat, qui s'est tenu récemment et qui a vu l'implication de la société civile et de la grande majorité des partis et personnalités politiques de toutes obédiences, démontrent à suffisance la

volonté du Distingué camarade président d'associer le maximum de compatriotes aux réflexions et aux actions devant maintenir le Gabon en paix pour mieux garantir son développement harmonieux". De même, a-t-il avancé, "la mise en application progressive des Actes du Dialogue politique, l'adoption du Plan de relance économique sont la manifestation supplémentaire de la détermination du président de la République à conduire notre très chère patrie, malgré le contexte conjoncturel mondial maussade, vers l'émergence". D'où son invite au peuple gabonais "à



Fidèle Angoue Mba, SGA 2 du PDG : "des propos graves et indécents".

ne plus se laisser distraire par des pseudos hommes politiques, à rejeter avec force et vigueur tout projet à caractère insurrectionnel, à cultiver en toute circonstance l'unité nationale, à demeurer vigilant et à faire confiance aux institutions de la République".